



RÉPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE -UN BUT- UNE FOI

**7^{ème} SOMMET DE L'ENERGIE ET DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE**

DISCOURS D'OUVERTURE

DE

**MONSIEUR SAMUEL AMETE SARR
MINISTRE DE L'ENERGIE**

Dakar, le 1^{er} décembre 2008

- Mesdames, Messieurs les Directeurs Généraux,

- Mesdames, Messieurs les Directeurs Nationaux et Chefs de services,

- Monsieur le Directeur du Centre Economie et Gestion de l'Institut Français du Pétrole,

- Honorables invités,

- Chers participants,

- Mesdames, Messieurs,

Le septième Sommet de l'Energie et du Développement Durable dont j'ai le plaisir de présider la cérémonie d'ouverture ce jour, intervient dans un contexte d'incertitude marqué par une baisse brutale et inattendue des cours du baril de pétrole, alors que certains analystes prédisaient, il n'y a guère six mois, un baril à 200 dollars avant la fin de l'année.

A l'occasion du 6ème Sommet, en novembre 2007, alors que le prix du baril avoisinait les 90 dollars, j'évoquais dans mon allocution d'ouverture, un troisième choc pétrolier qui selon certains analystes, était d'une ampleur similaire aux deux précédents, mais qui était surtout caractérisé par une durée plus longue.

Cette analyse semblait se confirmer avec les prix qui continuaient sur leur tendance haussière pour effleurer la barre de 150 dollars en juillet 2008.

Un mois plus tard, sans que rien ne le laissait présager, la tendance s'est inversée et les prix sont tombés à moins de 50 dollars, donc ont été divisés par trois (3), sur une période de quatre (4) mois.

Dès lors, se pose la problématique de la robustesse des prévisions en matière de prix du pétrole et de la pertinence des variables explicatives de leur évolution.

Ceux qui prédisaient la fin du pétrole bon marché et la probabilité très faible du baril à moins de 100 dollars, restent muets sur la question, alors que d'autres prévoient la stabilité des prix à leur niveau actuel pour au moins une année.

Que faire alors face à cette situation ? La question se pose à plusieurs niveaux.

Tout d'abord pour les compagnies pétrolières et les pays producteurs qui ont engagé des investissements dans la recherche et pour l'exploitation pétrolière, devenues alors plus intéressantes.

En effet, à la faveur de l'augmentation des prix, l'exploitation d'un certain nombre de gisements, tels que les pétroles lourds et les sables bitumeux, qui pour déboucher sur une exploitation rentable, nécessitait un prix du baril à des niveaux élevés, était envisageable.

Un prix du baril trop faible risque d'inciter beaucoup d'opérateurs du secteur à arrêter d'investir, ce qui constitue un risque certain, à terme, sur l'offre.

Il apparaît ainsi, qu'autant le pétrole cher constitue un réel problème dans l'immédiat, autant un pétrole trop bon marché risque de poser problème à moyen terme, avec une offre qui pourrait devenir insuffisante par rapport à la demande si les investissements ne sont pas réalisés, avec des conséquences sur les prix futurs.

Au niveau des autorités politiques, particulièrement celles des pays non producteurs de pétrole, l'on peut être tenté, avec le niveau actuel du pétrole, à porter un coup de frein à la mise en œuvre des politiques rendues nécessaires par la récente crise pétrolière mondiale.

Comme vous le savez, afin de faire face à la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, qui a constitué un lourd fardeau pour nos économies, des mesures hardies tendant à réduire notre dépendance par rapport au pétrole, ont été lancées.

Le contraste qui se dégagait sur la portée de l'impact de la hausse des prix du pétrole entre les pays développés et les pays africains, a fini de convaincre son Excellence, Monsieur le Président Abdoulaye WADE, dont la vision et l'action panafricanistes sont permanentes, à convaincre ses pairs africains sur la nécessité d'une concertation pour faire face à ce problème.

C'est dans ce cadre, que l'Association des Pays Africains Non Producteurs de Pétrole (APANPP) a été portée sur les fonds baptismaux à Dakar en juillet 2006.

Par ailleurs, la politique énergétique du Sénégal a été réorientée afin de réduire notre dépendance énergétique, en mettant un accent particulier sur la diversification des sources de production, avec l'introduction du charbon minéral pour la production de l'électricité et la promotion des énergies nouvelles et renouvelables. L'incitation à l'économie d'énergie et à l'efficacité énergétique constitue également un élément important de notre nouvelle politique énergétique, de même que l'intensification de la recherche pétrolière et l'augmentation des capacités de raffinage et de stockage.

Ainsi, une centrale au charbon de 2*125 Mégawatts est prévue, avec la mise en service de la première tranche en 2010 et celle de la seconde tranche en 2011, en plus de plusieurs centrales à énergies renouvelables : solaire, éolienne, biomasse, hydraulique, etc.

La capacité de la Société Africaine de Raffinage (SAR) devrait être portée de 1,2 à 3 Millions tonnes et les capacités de stockage à 500.000 m³ pour faire du Sénégal un Hub pétrolier.

La baisse du prix du pétrole doit-elle remettre en cause cette orientation politique ?

Si certains sont tentés de répondre par l'affirmative, je reste convaincu que revenir sur notre option de rompre définitivement avec la forte dépendance par rapport au marché international du pétrole, constituerait une erreur grave ; Ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le marché du pétrole, marché spéculatif par nature, ne nous met pas à l'abri d'une nouvelle flambée des prix. En effet, il est à craindre que les prix suivent un mouvement pendulaire dont la fréquence et l'amplitude dépendent de plusieurs facteurs que nous ne maîtrisons pas.

De ce fait, à l'image des pays de l'OCDE qui ont su, à l'épreuve des deux premiers chocs pétroliers, développer une capacité progressive à juguler la conjoncture énergétique, grâce notamment à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la réduction de la consommation de pétrole, nous nous devons de maintenir le cap pour nous prémunir définitivement d'un éventuel quatrième choc pétrolier dont personne ne peut parier sur la probabilité d'occurrence.

Mesdames, Messieurs,

L'heureuse initiative que l'Institut Français du Pétrole (IFP) a prise d'organiser annuellement ces rencontres en Afrique est à encourager car elles permettent aux acteurs des différents domaines du secteur de l'Energie d'échanger sur l'évolution de ce secteur et sur les différentes questions qui nous interpellent.

C'est le lieu de féliciter Monsieur Jean Pierre FAVENNEC qui a su pérenniser cette initiative.

La présence à cette rencontre des principaux acteurs de l'Energie et la qualité des conférences qui seront animées par d'éminents spécialistes du pétrole, du gaz, de l'électricité et de la haute finance me permettent d'affirmer, d'ores et déjà, que cette rencontre présente tous les signes de succès.

Je reste persuadé que ce 7^{ème} Sommet de l'Energie et du Développement Durable en Afrique sera l'occasion de discuter de toutes les questions que je viens de soulever. Il devra être l'occasion de débats, de réflexions et d'échanges de points de vue, afin d'arriver à des propositions concrètes pour le développement de nos politiques énergétiques.

Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert, le Septième Sommet de l'Energie et du Développement Durable en Afrique.

Je vous remercie de votre attention.